

Expulsion du squat de la rue Gambetta

Les élu·es de Montreuil, condamnent fermement cette expulsion qui ne fait qu'aggraver des situations déjà précaires et inacceptables

Aujourd'hui, alors que l'hiver approche et que les températures baissent, nous assistons une nouvelle fois à une expulsion inhumaine décidée par l'État.

Dans le squat de la rue Gambetta, **des femmes, dont certaines enceintes, des enfants scolarisés et des familles entières avaient trouvé refuge**. Ces familles déjà vulnérables se retrouvent aujourd'hui dans l'incertitude la plus totale à quelques semaines de l'hiver.

Nous, élu·es de Montreuil, condamnons fermement cette expulsion qui ne fait qu'aggraver des situations déjà précaires et inacceptables. Les demandes que nous avons adressées à la préfecture de ne pas expulser ce lieu, aussi bien par courrier, par mail que par téléphone, ont été ignorées. Le maintien de ces familles dans un minimum de stabilité, particulièrement pour les enfants scolarisés, n'a pas été pris en compte.

À plusieurs reprises, l'État nous a opposé son silence, **préférant appliquer une logique d'expulsion inique plutôt que de s'attaquer aux racines du problème.**

Nous avons également exigé un diagnostic social préalable à toute expulsion, comme le prévoit la loi, afin de garantir des solutions d'hébergement pérennes et adaptées à chaque famille.

Là encore, silence de l'État.

Comment, dans un département où les capacités d'hébergement sont saturées, peut-on justifier de jeter à la rue des personnes vulnérables sans leur offrir de solution autre que quelques nuitées d'hôtel ? Où dormiront ces enfants par la suite ? Comment garantir leur droit à l'éducation si leur quotidien est marqué par la précarité et l'incertitude ?

Cette politique, menée sans discernement et sans humanité, met en péril des vies humaines.

C'est une violence qui s'abat sur les plus fragiles, une violence que nous refusons d'accepter.

Montreuil, ville solidaire, fait plus que sa part dans la lutte contre le mal-logement :

- Nous continuons de construire des logements sociaux (1 252 nouveaux logements sociaux entre 2020 et 2023) ;
- nous avons produit 40 % de logements sociaux dans le total de constructions neuves depuis dix ans ;
- nous rénovons nos seize foyers et résidences sociales de travailleurs migrants ;
- nous luttons contre l'habitat indigne ;
- nous expérimentons le bail réel solidaire ;
- nous ouvrons, en hiver, des gymnases municipaux où chaque personne mise à l'abri bénéficie d'un véritable accompagnement social et médical ;
- nous organisons, avec le tissu associatif, des cours de français suivis par plus d'un millier de personnes chaque année.

Les valeurs de Montreuil s'illustrent aussi par des choix politiques qui permettent :

- l'accueil sur son territoire de 11 hôtels sociaux ;
- l'accueil de plus de 300 places en centre d'hébergement d'urgence ;
- l'accueil de 243 places en centre d'hébergement de réinsertion sociale ;
- l'accueil de 110 places en centre d'accueil pour demandeurs d'asile et le maintien et l'entretien de nombreux foyers de travailleurs migrants.

Malgré nos efforts, nos moyens sont saturés. Avec plus de 9 500 demandes de logement en attente, nous ne pouvons pas absorber seuls les conséquences des décisions injustes de l'État.

Nous exigeons aujourd'hui de l'État qu'il assume ses responsabilités et qu'il propose à chacune des familles expulsées une solution de logement digne et pérenne. Il est inadmissible que la solidarité repose uniquement sur quelques communes, alors que d'autres ne respectent pas la loi SRU et refusent toute création de places d'hébergement, laissant planer une impunité scandaleuse sur leurs pratiques.

Nous rappelons que le maire de Montreuil a, il y a un an, réclamé que les préfets reprennent le droit de délivrer des permis de construire dans les communes qui refusent de respecter leurs obligations en matière de logements sociaux.

Cette situation doit cesser, et l'État doit prendre ses responsabilités. La solidarité entre communes n'est pas un choix, c'est une nécessité impérieuse pour faire face à l'urgence sociale.

Montreuil continuera à agir. Mais nous ne pouvons et ne devons pas être seuls dans ce combat. Nous appelons l'État à sortir de l'inaction et à offrir à ces familles une véritable alternative à la rue.

Montreuil, le 10 octobre 2024

**Le Maire et les groupes de la majorité municipale,
Montreuil rassemblée,
Montreuil socialiste,
Les Écologistes Montreuil écologie,
Génération.s Montreuil écologie et solidarité,
Montreuil unitaire, sociale et écologique,
Montreuil insoumise**